



**PRÉFÈTE
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur Sud-Est**

OPÉRATION

**Marché de Maîtrise d'œuvre
pour le projet de réaménagement d'un plateau de bureau accueillant un service de
police à Chambéry**

DOCUMENT

**NOTE DE PRÉSENTATION DU PROJET
ANNEXE RC6
—
PHASE CANDIDATURE**

MAÎTRE D'OUVRAGE

ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CONDUITE D'OPÉRATION

**SGAMI Sud-Est
DIRECTION DE L'IMMOBILIER
BUREAU DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT
Le Gouverneur 215 rue André Philip
69421 LYON Cedex 03
Tel : 04.37.91.30.00**

Table des matières

1. Les données.....	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Objet de la présente annexe : présentation du projet.....	3
2. Le contexte.....	4
2.1. Le site.....	4
a) Sismique.....	4
b) Patrimoine.....	4
c) Zone d'exposition au bruit des infrastructures.....	5
2.2. Le bâtiment.....	5
3. Le Projet.....	6
3.1. Le programme de l'opération.....	6
3.2. Le budget de l'opération.....	7
3.3. Le calendrier prévisionnel de l'opération.....	7

1. Les données

1.1. Objet du marché

Le présent marché concerne un marché de maîtrise d'œuvre pour **le projet de réaménagement des d'un plateau de bureau pour accueillir un service de police à Chambéry (73)** conformément au programme technique détaillé.

Le marché se décomposera comme tel :

- Tranche ferme : Mission de base complète + mission complémentaires DIA, EM et CSSI
- Tranche optionnelle n°1 : OPC
- Tranche optionnelle n°2 : Mission complémentaire MOB (réalisation)
- Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) 1 : OPC

1.2. Spécificités liées à l'exécution du marché

Le présent marché entre dans la catégorie des « contrats sensibles » tel que définit au titre de l'article 5.3.2 de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 du 09/08/2021 (IGI 1300).

Par conséquent, les entreprises (personnes morales) et leur personnel qui interviendront seront soumises aux mesures prévues au titre des articles 5.3.2.2 et 5.3.2.3 de l'IGI 1300.

Par conséquent :

- Le pouvoir adjudicateur pourra exclure du marché des personnes morales candidatant selon les modalités de l'article L 2141-11 du code de la commande publique ;
- Le pouvoir adjudicateur pourra refuser que certains personnels de la personne morale interviennent dans le cadre du contrat et sur le projet;

1.3. Objet de la présente annexe : présentation du projet

Ce document a pour objectif de présenter succinctement l'objet du marché dans le cadre de la phase candidature de l'appel d'offre restreint, relatif au projet de réaménagement d'un plateau de bureau pour un service de police à Chambéry (73), conformément aux dispositions des articles de l'article R. 2124-2 paragraphe 2 du Code de la Commande Publique.

Il est précisé que le CCTP, programme technique détaillé (PTD) et ses annexes seront transmis en phase offre aux candidats retenus, contre remise de leur engagement de confidentialité.

2. Le contexte

2.1. Le site

Le site du projet est un bâtiment tertiaire implanté à proximité du commissariat de Police de Chambéry situé 585 avenue de la Boisse.



Les principales données de site relatives au projet sont les suivantes :

a) Sismique

La commune de Chambéry est classée en **zone de sismicité 4 (moyenne)**, au sens des décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010

De part la nature de ses activités le **bâtiment est classé en Catégorie IV.**

b) Patrimoine

Le bâtiment de part sa proximité avec la rotonde SNCF est soumis à des mesures de protection au titre des abords de monuments historiques. Toute modification de façade ou tout élément visible depuis l'extérieur, devront donc faire l'objet d'un dépôt d'autorisation d'urbanisme validée par l'Architecte des Bâtiments de France.

Protection au titre des abords de monuments historiques (AC1) - Savoie – 73 Identifiant 1907238386

Type de SUP R500
Appellation **Rotonde SNCF**
Catégorie AC1
Localisation 73065|Chambéry
Identifiant MH IKC1SH
Acte associé inscription le 28/12/1984

c) Zone d'exposition au bruit des infrastructures

le projet est situé dans une zone d'emprise d'infrastructure routière de catégorie 4 et ferrovière de catégorie 1.

2.2. Le bâtiment

Le bâtiment est immeuble tertiaire datant de 2003, qui est actuellement la propriété d'un bailleur social.

Plusieurs plateaux sont occupés par d'autres services de police. Ceux-ci sont à ce jour les uniques occupants du bâtiment.

Le bâtiment est organisé en deux volumes de taille différentes, s'articulant de part et d'autre d'un élément central accueillant les circulations verticales (Ascenseur et escalier principal).

Le plus grand volume s'organise sur 4 niveaux, plateaux d'environ 455 m², et le plus petit sur 3 niveaux, plateaux d'environ 200 m².

La toiture du plus grand volume est inaccessible et accueille des installations techniques, tandis que celle du plus petit est accessible avec une terrasse d'agrément.

Un niveau en sous-sol accueille des stationnements.

3. Le Projet

Le projet consiste au réaménagement d'un plateau de bureau situé au 4^e étage, d'une superficie de 455 m² SUB, afin d'accueillir un service de police du Ministère de l'Intérieur. Ce service est actuellement implanté sur un autre site.

3.1. Le programme de l'opération

Le programme porte sur l'aménagement de 29 postes de travail et des locaux techniques nécessaires au fonctionnement de ce service. Le programme prévoit également le réaménagement de la partie du garage en sous-sol affecté au service concerné.

Il est précisé qu'en phase programmation le niveau de définition de l'aménagement des locaux a été poussé à un niveau AVP (hors lots techniques) pour répondre aux besoins exprimés par le service concerné.

Par conséquent, dans le cadre de ses études, le titulaire devra en particulier s'assurer de la faisabilité technique du programme, identifier les éventuels diagnostics complémentaires à réaliser, selon les cas les produire ou piloter leur réalisation conformément à son CCTP, proposer des solutions techniques pour répondre aux besoins du programme, etc.

Les enjeux du projet concernent en particulier :

- **La structure du bâtiment :** le plateau sera soumis à l'IGI1300, impliquant un niveau de résistance élevé pour les murs périmétriques et menuiseries extérieures, ainsi que pour certains cloisonnements intérieurs. Par ailleurs, certains équipements mobiliers nécessaires au fonctionnement de ce service peuvent dépasser les charges admissibles du plancher et impliquer des renforcements adéquats; cat IV
- **Les courants forts / faible et la sûreté :** le plateau sera soumis à l'IGI1300, impliquant des spécifications techniques particulière relatives à la mise en œuvre et la distribution des courants forts et faibles nécessitant une expertise. En sus, il sera déployé des équipements spécifiques de contrôle d'accès, d'alarme anti-intrusion et de vidéo-protection. La mise en œuvre d'un groupe électrogène est également prévu dans le cadre du projet.
- **La préparation et l'organisation du chantier dans le cadre des études :** le plateau concerné par le projet sera vide lors de la réalisation des travaux, toutefois compte tenu :
 - de son implantation au dernier étage du bâtiment et de l'organisation des circulations verticales ;
 - de l'occupation des autres niveaux par d'autres services de police en fonctionnement ;
 - de possibles interventions sur d'autres niveaux pour certains corps d'état (gros-oeuvre, CFO/cfa, etc ..)

Le projet peut être assimilé à une opération en site occupé.

3.2. Le budget de l'opération

Le coût des travaux est estimé à 1 186 000 € HT soit 1 423 200 TTC (TVA 20%) valeur janvier 2026.

Montant hors tolérances et aléas.

La maîtrise d'œuvre devra veiller tout au long de l'opération à optimiser les coûts.

3.3. Le calendrier prévisionnel de l'opération

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Notification marché MOE: mi octobre 2026
- Notification marché Travaux : fin septembre 2027